

La crise,
de *J'Accuse... !* au discours de Cavaignac,
de janvier à juillet 1898

J'Accuse... ! fut mis en vente le 13 janvier, à huit heures du matin. « Toute la journée, dans Paris », rappelle Péguy, « les camelots à la voix éraillée crièrent *L'Aurore*, coururent avec *L'Aurore*, en gros paquets sous le bras, distribuèrent *L'Aurore* aux acheteurs empressés. » Plus de 200 000 exemplaires furent vendus. « Le choc donné fut si extraordinaire », ajoute-t-il, « que Paris faillit se retourner. »

Les dreyfusards, selon Blum « sentirent refluer, remonter en eux la confiance, tandis que les adversaires accusaient le coup par leur fureur. »

Certes, les dreyfusards du noyau initial, fidèles à leur prudence constante, montrèrent des réticences face à l'intervention de Zola. « Je ne l'espérais pas aussi énergique, aussi forte », dit Mathieu Dreyfus, quand même admiratif. Pour Clemenceau et Scheurer, il était hasardeux de se livrer au jury. Mais pour Reinach et Ranc les avantages du geste de Zola l'emportaient.

Au total, pour les premiers dreyfusards, Zola était « moins un héros qu'un allié inattendu et inestimable », dit Blum. Mais sa lettre les a décidés à nouveau à la lutte. La bataille pouvait recommencer. En l'espace d'une journée, par son acte révolutionnaire, Zola avait relancé de plus belle le mou-

vement dreyfusard, et il avait élargi singulièrement le champ de bataille.

Car il ne s'agissait plus seulement de l'affaire Dreyfus, d'un combat essentiellement judiciaire autour de l'innocence ou de la culpabilité d'un homme, mais de l'Affaire, d'une confrontation plus vaste entre ceux qui réclamaient la vérité, la justice et les droits de l'Homme, et les partisans de la chose jugée, de la raison d'État et de la France aux Français. Cette confrontation deviendrait, peu à peu, sociale et politique.

Car si Zola avait établi dans *J'Accuse... !* une séparation nette entre « les coupables qui ne veulent pas que la lumière se fasse » et « les justiciers qui donneront leur vie pour qu'elle soit faite », il avait également annoncé de nouveaux enjeux plus larges, en défendant le patriotisme et l'amour de l'armée des partisans de Dreyfus, en réclamant précisément la vérité et la justice, en dénonçant les mensonges, les secrets et les mystères, les dénis de justice, les méfaits des bureaux de la guerre justifiés par la raison d'État, le danger du règne du sabre et du coup d'État militaire, la perversion de l'opinion par la presse, les dangers enfin de l'antisémitisme renaissant et du cléralisme.

Les partisans de Dreyfus vont, tout au long de l'Affaire, se battre autour de ces enjeux. Le noyau initial de dreyfusards se transformera en véritable parti, le parti de la révision.

Dès le lendemain de *J'Accuse... !*, ils vont commencer à se compter en signant une pétition qui porte : « Les soussignés, protestant contre la violation des formes juridiques du procès de 1894, contre les iniquités qui ont entouré l'affaire Esterhazy, persistent à demander la révision. »

Un des premiers à signer est Anatole France. Cette grande figure littéraire, s'il a réglé ses comptes avec le cléralisme et le militarisme, reste toujours, jusqu'en 1898, un observateur très fin mais élégamment sceptique de la société française. Il n'en est qu'au début de la publication de son *Histoire contemporaine*, ce portrait si étonnamment ressemblant de la France d'avant et pendant l'Affaire.

Mais à Daniel et Elie Halévy, qui sollicitent sa signature, il dit : « Je suis révolté. J'étais l'homme du monde le moins

fait pour être étonné d'une canaillerie des militaires, car j'avais mon opinion arrêtée sur leur compte. Pourtant je suis stupéfait... jamais on n'a vu tant de cynisme dans le crime¹. »

Trente ou quarante autres écrivains signent, dont Maeterlinck, Rostand, Sardou et Mallarmé, suivis de la quasi-totalité de la jeune génération littéraire : Fernand Gregh, Gide, Apollinaire, les deux frères Halévy, et Proust — les trois derniers récoltant les signatures.

Puis ce sont les artistes : Monet, Pissarro, Signac parmi les impressionnistes, les nabis Bonnard et Vuillard, et les philosophes : Lévy-Brühl et Séailles. Les plus nombreux parmi les signataires sont surtout des universitaires, de la Sorbonne ou de l'École Normale : en histoire, Gabriel Monod, Aulard et Seignobos, avec Paul Meyer, directeur de l'École des Chartes ; en littérature, Lanson et Larroumet ; en sociologie, Durkheim et Bouglé ; en linguistique, Ferdinand Brunot. Le signataire scientifique le plus éminent est Émile Duclaux, directeur de l'Institut Pasteur, secondé par le chimiste Édouard Grimaux et par deux membres de l'Académie de Médecine, Paul Reclus et Henri Monod. En général, cependant, la médecine et le droit sont hostiles.

D'autres pétitions suivent. En quelques jours, des centaines d'adhésions arrivent ; le nombre total des signatures va atteindre 1 482². Mais ce n'est toujours qu'un début. Même chez les écrivains, les artistes et les savants, les défenseurs actifs de Dreyfus, moins de 2 000 en janvier 1898, restent ou resteront largement minoritaires. Et, comme un des plus distingués professeurs de l'enseignement secondaire le dirait à Clemenceau : « Vous n'aurez personne des lycées. Si je vous donnais mon nom, cet imbécile de Rambaud m'enverrait pourrir au fond de la Bretagne ! »

Les intellectuels

Ceux qui engagent leur nom et leur réputation littéraire, artistique ou scientifique dans le combat pour la justice et la

1. HALÉVY, D., *Regards sur l'Affaire Dreyfus* (De Fallois, 1994), pp. 58-59.

2. CHARLE, Ch., *Naissance des « intellectuels » 1880-1900* (Éditions de Minuit, 1990), p. 142.

vérité furent, à ce moment précis, baptisés intellectuels par Clemenceau. Le mot n'était pas neuf, l'engagement non plus : on se rappelle les campagnes de Voltaire ou de Victor Hugo. Mais, dès janvier 1898, Clemenceau assura une large diffusion au mot, dans un sens qui est devenu familier au *xx^e* siècle. D'individuel, l'engagement est devenu collectif, justement par le biais de la pétition, qui deviendra un moyen d'action privilégié pour les intellectuels.

L'Affaire vit donc la naissance de la notion moderne d'intellectuel comme membre d'un groupe, composé d'écrivains, d'artistes ou d'hommes vivant professionnellement de l'intelligence, qui apportent collectivement à une cause publique la caution que leur confrère leur œuvre de création ou leur activité professionnelle.

En règle générale, l'intellectuel engagé est placé — volontairement ou non — en dehors des structures de pouvoir de la société, et il se prononce au nom de grands principes éthiques ou intellectuels, sans tenir compte des vérités officielles, des contraintes et des compromissions inhérentes à l'action à l'intérieur des structures. Ainsi, pendant l'Affaire, les intellectuels insisteront sur l'idée que la recherche de la vérité doit être menée en toute indépendance, selon les principes rigoureux de la recherche scientifique. Edouard Grimaux commente ainsi les pièces officielles et les actes d'accusation contre Dreyfus : « Jamais homme qui a l'habitude de raisonner, jamais magistrat, jamais homme de sciences n'aurait voulu signer de telles pièces. On n'y trouve que des insinuations sans preuves, des racontars, des commérages, et enfin les rapports contradictoires des experts. Un examen rigoureux de ces pièces nous montre qu'elles n'ont aucune valeur ; soumises à une critique sévère, il n'en reste rien, rien, rien ! »

L'action juridique doit se conformer strictement aussi aux règles de la légalité. « Les garanties de justice ne peuvent être supprimées à l'égard d'un seul », déclare Clemenceau « sans que le corps social tout entier soit menacé dans son ensemble. »

Mais il faut le répéter, les hommes de lettres, les artistes et les savants restent majoritairement hostiles. Reinach les juge sévèrement : si certains partagent les basses passions,

« le plus commun défaut, c'est le défaut de jugement. L'absence d'esprit scientifique est fréquent chez les lettrés, même chez les savants. Sortez-les de leurs études coutumières, ils ne raisonnent pas mieux que la foule ignorante et grossière. Les uns ne se donnent pas la peine de juger par eux-mêmes, trouvant plus commode d'accepter les opinions toutes faites ; aux autres, l'intervention d'un profane, leur propre intervention dans une question de justice militaire, "parut aussi déplacée que le serait celle d'un colonel de gendarmerie" dans une question littéraire ou scientifique ».

C'était l'opinion du critique littéraire Brunetière, qui, dès le 15 janvier, ridiculisait « la prétention de hausser les écrivains, les savants, les professeurs, les philologues, au rang de surhommes. Les aptitudes intellectuelles, que certes je ne méprise pas, n'ont qu'une valeur relative. Pour moi, dans l'ordre social, j'estime beaucoup plus haut la trempe de la volonté, la force du caractère, la sûreté du jugement, l'expérience pratique. Aussi je n'hésite pas à placer tel agriculteur ou tel négociant, que je connais, fort au-dessus de tel érudit ou de tel biologiste ou de tel mathématicien qu'il ne me plaît pas de nommer... »

Il est vrai que ces prétentions des intellectuels pouvaient devenir quelquefois excessives. Reinach le disait : « les vrais savants étaient les plus modestes ».

Maurice Barrès qui, on l'a vu plus haut, avait maintenant choisi le camp antidreyfusard, se moquait aussi de ceux qui, moins connus que les vedettes de la littérature ou de l'université, devaient ajouter la qualité d'agrégé ou de licencié à leur signature sur la pétition : « Que de licenciés ! Ils marchent en rangs serrés avec leurs professeurs... Rien n'est pire que ces bandes de demi-intellectuels. Une demi-culture détruit l'instinct, sans lui substituer une conscience. Tous ces aristocrates de la pensée tiennent à affirmer qu'ils ne pensent pas comme la vile foule. On le voit trop bien. Ils ne se sentent plus spontanément d'accord avec leur groupe naturel et ils ne s'élèvent pas jusqu'à la clairvoyance qui leur restituerait l'accord réfléchi avec la masse. » Barrès s'orientait déjà vers la réhabilitation du sentiment populaire contre la raison des intellectuels.

Ainsi, tous les hommes de lettres ne se constituèrent pas